

# Note de lecture



**Daniel Bachet**

Professeur émérite à l'université d'Évry Paris-Saclay  
France

## TRANSITION ET ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES, RECHERCHES SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

sous la direction d'Éric Dacheux<sup>1</sup>, CNRS Éditions,  
Paris, 2023, 276 pages



Cet ouvrage collectif, conçu dans une perspective pluridisciplinaire, fait appel aux connaissances de l'économie, de la sociologie, des sciences de gestion et des sciences de la communication. En

s'appuyant sur les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et sur le concept de Développement Durable (DD), les auteurs soulèvent plusieurs interrogations qui concernent l'avenir de nos sociétés. Est-il possible d'agir dans le sens d'une adaptation du capitalisme aux contraintes écologiques, ou bien assiste-t-on à la transformation d'un capitalisme extractif

en un capitalisme vert et éthique? Une autre option, plus radicale, consisterait à opter pour une transition vers une société « écoféministe » et post-capitaliste. C'est pourquoi il faut probablement distinguer, comme le font certains auteurs, une ESS d'adaptation en phase avec les représentations modérées du développement durable, et une ESS alternative porteuse de conceptions plus radicales (décroissance, sobriété heureuse, etc.).

L'objectif des rédacteurs du livre est de clarifier le débat en essayant de caractériser les pratiques émergentes en matière de développement des territoires, de savoirs agricoles, de biens communs ou de monnaies locales. L'ouvrage est divisé en deux parties distinctes regroupant chacune des textes sélectionnés et retravaillés, qui avaient été élaborés à l'origine pour le 20<sup>ème</sup> Colloque du Réseau Inter-Universitaire de l'Économie Sociale et Solidaire (RIUESS).

L'ouvrage montre parfaitement qu'une bifurcation concernant les manières de produire, de consommer et de se déplacer s'impose si l'on veut éviter des catastrophes économiques, sociales et écologiques liées à l'anthropocène. À l'heure où un capitalisme numérique prolonge le capitalisme extractif et conforte les processus d'accumulation financière,

de nouvelles formes d'économie (collaborative, circulaire, etc.) voient le jour et accompagnent des mouvements de résistances (ZAD, décroissance, zone de gratuité, etc.).

Les auteurs restent vigilants sur l'utilisation de certains termes et notent en particulier la plasticité du concept de « développement durable ». S'il s'agit de « faire durer » le développement et de l'intégrer au modèle capitaliste pour ouvrir de nouveaux marchés lucratifs, cette logique conduira nécessairement au productivisme et au consumérisme, synonymes de surconsommation d'énergie et de ressources non renouvelables. Le concept est d'ailleurs si vague qu'il permet de regrouper aussi bien des dirigeants des multinationales partisans d'une croissance durable ou d'un capitalisme vert, que des écologistes militants pour une sobriété heureuse. Or, ce qui fait la force et la cohérence de l'économie sociale et solidaire, c'est son engagement citoyen fondé sur le principe un être humain = une voix. Autrement dit, selon le coordinateur de l'ouvrage Éric Dacheux, seul un développement porté par l'intelligence collective et démocratique d'un territoire mérite le qualificatif de « durable ».

1. Professeur à l'Université Clermont Auvergne, Laboratoire communication et solidarité.

C'est ainsi que **Laurent Fraisse**<sup>2</sup> rappelle que l'économie sociale et solidaire n'est pas qu'une affaire d'entreprises, mais qu'il s'agit plus largement d'une question de citoyenneté économique. Il montre parfaitement que la transition écologique est le terrain de multiples initiatives citoyennes qui combinent l'expérimentation d'autres modes de production et de consommation avec des mobilisations contre le dérèglement climatique. Dans un certain nombre d'expérimentations, en particulier celles qui recouvrent la partie de l'ESS la moins institutionnalisée, les « initiatives solidaires » sont à la recherche d'un nouveau modèle de société, post-capitaliste. En revanche, les acteurs qui prônent la mise en place d'Objectifs de Développement Durable (ODD) s'inscrivent plutôt dans une transition lente vers un capitalisme plus éthique et plus soutenable. Cependant, même les initiatives solidaires sont en réalité porteuses de différents modèles alternatifs de société : décroissance, « délibéralisme », communs, « écoféminisme », etc. De leur côté, les acteurs les plus institutionnalisés de l'ESS comme les mutuelles ou les banques coopératives se réclament volontiers de l'économie collaborative ou de l'économie circulaire, toutes les deux compatibles avec les objectifs du développement durable. L'intérêt de l'ouvrage est de souligner les contradictions qui animent les expériences de terrain. Ainsi, les militants de la soutenabilité qui œuvrent en milieu hostile ne sont pas systématiquement à la recherche d'un nouveau modèle de société. Ce n'est pas, du moins, leur préoccupation première. Leur attitude relève plutôt de la résilience afin de mieux faire face aux difficultés. C'est le cas des agriculteurs de la région de l'Extrême-

Nord du Cameroun qui sont confrontés à des crises écologiques récurrentes avec des effets majeurs sur la production agricole et sur l'économie rurale. Dans ce contexte, les agriculteurs développent des stratégies endogènes, non seulement pour maintenir la production agricole, mais également pour survivre. À l'aide d'une analyse qualitative associant agriculteurs et experts, les auteurs ont noté que la superposition et la stratification des pierres (les cordons pierreux) permettaient l'infiltration des eaux et la lutte contre le lessivage des sols. De même, il a été observé que les techniques traditionnelles de fertilisation des sols permettaient ou favorisaient l'amélioration du rendement et la fixation des sols. Enfin, la conservation traditionnelle de la semence et de la récolte permettait l'obtention d'une semence résistante à la sécheresse et à la canicule. On voit bien dans cet exemple, l'importance de la mobilisation des savoirs locaux pour répondre le plus efficacement possible aux effets du changement climatique en zone sahélienne. De son côté, **Josette Combes**<sup>3</sup> montre, dans un article stimulant, les liens qui unissent l'« écoféminisme » et l'économie solidaire. Le développement durable est appréhendé ici comme partie prenante de la transition / bifurcation écologique. L'« écoféminisme » est présent dans des pratiques très diverses. Il agrège celles qui s'opposent à l'hyper croissance, à l'« extractivisme » ou à la destruction des terres arables, mais il peut réunir également les fermes en permaculture, les associations de soutien aux femmes victimes de violence ou de soutien à l'initiative de celles qui sont précaires. De plus, certaines valeurs féminines sont privilégiées : telles que la modestie, l'effacement et la gestion

du quotidien par opposition aux valeurs « virilistes » de l'argent, du prestige ou de la dépense énergétique. L'auteure illustre, par quelques exemples emblématiques, la résistance de groupes de femmes face à des situations qu'elles considèrent comme insupportables pour la vie. Elle propose enfin une lecture des équilibres mis en continue balance dans la gestion du vivant et dont la régulation permettrait de répondre aux besoins essentiels à la fois des personnes et des écosystèmes. Les auteurs de l'ouvrage ont réussi à mettre en valeur l'enquête sociale sous la forme de la recherche-action. C'est pourquoi la seconde partie est consacrée au compte-rendu de cinq recherches-actions dévoilant ce que les acteurs parviennent à développer de manière durable à travers de nouvelles pratiques plus écologiques et solidaires.

Les différentes contributions du livre tentent d'évaluer avec une grande finesse la portée réelle d'un certain nombre d'expériences qui prennent leur distance avec le système productif extractif et productiviste de l'économie néolibérale. Mais le chemin sera encore long avant d'atteindre l'étage supérieur des structures, celui des contraintes systémiques (finance dérégulée, libre-échange) qui ouvre, entrouvre ou ferme les possibilités d'une action contrôlée de remise en cause des formes et des pratiques lucratives et non démocratiques.

En tout cas, les expériences d'économie sociale et solidaire alternatives relatées dans cet ouvrage constituent les modes d'organisation et de prise de décision les mieux adaptés pour ré-encadrer les marchés dans la société, et pour cesser de réduire la vie humaine à une vie économique indexée sur la seule performance financière.

2. Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Économique (LISE), CNAM Paris

3. Coprésidente du Mouvement pour l'économie solidaire et Coordinatrice de la communication du RIPESS Europe.